

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
16 mai 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 35 a), 38, 66 et 111 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

Prévention des conflits armés : prévention des conflits armés

La situation au Moyen-Orient

Consolidation et pérennisation de la paix

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

**Lettres identiques datées du 16 mai 2022, adressées
au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la République
arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint des lettres identiques datées du 16 mai 2022, adressées au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères et des expatriés, Fayssal Mekdad (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35 a), 38, 66 et 111, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Bassam Sabbagh



**Annexe aux lettres identiques datées du 16 mai 2022 adressées
au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité
par le Représentant permanent de la République arabe syrienne
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Lettres identiques datées du 16 mai 2022, adressées au Secrétaire
général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Ministre
syrien des affaires étrangères et des expatriés**

Je voudrais par la présente vous informer des principaux faits nouveaux intervenus dans le cadre des mesures prises par l'État syrien ces dernières années sur le plan de la réconciliation nationale, du retour des personnes déplacées et des réfugiés dans leur patrie et dans leurs foyers, de la réintégration de tous les citoyens syriens dans leur communauté et du rétablissement et de la consolidation de la sécurité et de la stabilité dans le pays.

Vous avez sans doute pris connaissance à cet égard du décret législatif n° 7 du 30 avril 2022 promulgué par le Président de la République arabe syrienne, Bachar al-Assad, portant amnistie générale des crimes de terrorisme commis par des Syriens avant le 30 avril 2022, exception faite de crimes ayant entraîné la mort d'un être humain, comme énoncé dans la loi n°19 de 2012 relative à la lutte contre le terrorisme et dans le Code pénal.

À cet égard, il convient de noter que le décret d'amnistie n° 7 de 2022 s'applique exclusivement aux citoyens syriens et non aux terroristes étrangers, l'État étant résolu à maintenir la paix et la sécurité régionales et internationales et à veiller à ce que ces terroristes étrangers ne se rendent pas dans des États tiers mais retournent, ainsi que leurs fidèles et leurs proches, dans leur État de nationalité ou de résidence.

Dès la publication de ce décret législatif, le Ministère de la justice et les autorités juridiques et judiciaires compétentes en Syrie ont commencé à en appliquer les dispositions dans tout le pays, afin d'en faire bénéficier tous les Syriens concernés, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, à savoir ceux qui étaient en détention et ont été libérés, ceux qui étaient mêlés à des affaires contentieuses mais n'avaient pas été arrêtés et ceux faisant l'objet d'avis de recherche ou de poursuites judiciaires. Il convient de mentionner à cet égard que les autorités judiciaires et juridiques compétentes ont immédiatement annulé, conformément aux dispositions du décret, tous les mandats de poursuite, de recherche et d'arrêt ainsi que les procès et jugements de condamnation par contumace, concernant tout citoyen syrien se trouvant dans le pays ou à l'étranger, avec effet immédiat, sans besoin d'une révision par un organe judiciaire, juridique ou de sécurité.

Le décret n° 77 du 30 avril 2022, contrairement aux précédents décrets d'amnistie, est une mesure d'exception par son caractère juridique, social et politique. Il dénote une avancée et marque un tournant dans le cadre des efforts et de la volonté de l'État syrien de cristalliser les notions de réconciliation et de tolérance.

Je tiens à rappeler que depuis 2011, le Président de la République arabe syrienne, Bashar al-Assad, a signé 20 décrets d'amnistie dont ont tiré profit des dizaines de milliers de citoyens syriens dans le pays et à l'étranger. Quelque 28 864 détenus ont été libérés par le tribunal qui traite les affaires de terrorisme, à la suite du dessaisissement ordonné. Plus de 272 000 citoyens syriens ont également participé à des règlements et à des réconciliations nationaux dans diverses provinces syriennes. Ils ont renoué avec le quotidien, réintégré leur domicile et repris leurs activités après l'annulation de toutes les procédures judiciaires et légales préventives ou punitives dont ils faisaient l'objet. Je tiens également à signaler que le Ministère des affaires

étrangères et des expatriés a donné pour instruction à toutes les missions diplomatiques et consulaires syriennes à l'étranger d'accueillir les citoyens syriens expatriés souhaitant bénéficier de tous les décrets d'amnistie générale.

Il est indéniable de nombreux obstacles se dressent encore sur la voie de la stabilité économique et sociale de la Syrie. Parmi les principaux obstacles artificiels figure la présence militaire étrangère illégale des forces turques et américaines et des forces de la soi-disant « coalition internationale ». Des milices séparatistes affiliées aux États-Unis d'Amérique contrôlent des champs de pétrole et de gaz et d'importantes terres agricoles constituant les principales réserves alimentaires du peuple syrien. En outre, les mesures coercitives unilatérales néfastes imposées au peuple syrien continuent d'entraver un relèvement rapide et une relance de l'économie syrienne, ainsi que le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs régions.

Je vous invite à considérer de manière attentive et équilibrée ce qui a été accompli et à élaborer une démarche politique positive, constructive et productive, face à la situation en République arabe syrienne. L'instant est crucial pour travailler directement, de manière responsable, sérieuse et intègre avec le Gouvernement syrien, en écartant toute considération ne tenant pas compte de l'intérêt national syrien et des perspectives de sécurité, de stabilité et de prospérité pour le peuple et de l'action de lutte contre le terrorisme.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35 a), 38, 66 et 111 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Ministre des affaires étrangères et des expatriés
(Signé) Fayssal **Mekdad**
